j'avais l'intention de les autoriser à faire. Par conséquent, je demande à modifier cet article, en retranchant le paragraphe 3, non seulement pour les raisons que j'ai données, mais aussi pour une autre raison signalée l'autre jour par l'honorable chef de l'opposition. Le dictionnaire "American Standard Dictionary" définit ainsi le mot "ranche":

Un établissement pour élever et paître les bestiaux ou autres animaux par grands troupeaux; comme un ranche de moutons; un ranche de bêtes à cornes.

C'est cette définition que j'avais dans l'idée quand le paragraphe a été rédigé et je crois que c'est l'acceptation commune du mot. Cependant, le mot ranche a aussi une autre signification et il est quelquefois synonyme de "ferme", car le même dictionnaire donne comme deuxième définition:

Une ferme.

C'est probablement le sens primitif du mot "rancho" qui est, je crois, un mot espagnol. Il est donc évident que l'expression "propriétaire de ranche" est ambiguë. J'avais toujours compris qu'un propriétaire de ranche était un homme qui se livrait à l'élevage sur une grande échelle et que s'il faisait aussi de la culture, ce n'était que comme une occupation incidente à sa principale industrie. Mais, d'après la deuxième définition, l'expression "propriétaire de ranche" peut signifier un cultivateur faisant de la culture variée. Ce n'est pas l'intention de la loi de donner aux banquiers le droit de prendre des hypothèques sur les animaux des cultivateurs de ce pays, et cela pour deux raisons. Premièrement, la chose n'est pas nécessaire. Il a été clairement établi devant le comité qu'un cultivateur ayant une bonne réputation et qui peut obtenir de l'argent sur sa solvabilité personnelle, peut contracter tous les emprunts dont il a besoin, sans donner d'hypothèque sur ses animaux. Comme je l'ai expliqué vendredi dernier, le principe de la loi a toujours été que les banques doivent prêter plutôt sur la réputation et la solvabilité personnelles de l'emprunteur, que sur les garanties subsidiaires, ce qui aurait pour effet de rendre les banques détentrices des biens mobiliers du pays. Je considère que c'est un excellent principe.

La deuxième raison, qui est très importante, est celle-ci: Si les banques canadiennes étaient autorisées à prendre des hypothèques sur les animaux des cultivateurs, il s'en suivrait nécessairement, en justice pour les créanciers et les propriétaires des immeubles, que ces hypothèques devraient être enregistrées pour être portées à la connaissance du public. Cette disposition serait conforme à la législation actuelle de toutes les provinces, à une seule exception, la province de Québec. Dans

cette province, l'hypothèque mobilière n'existe pas. D'après le code civil de cette province, possession vaut titre. Les tiers sont admis à considérer le détenteur d'un objet comme le propriétaire de cet objet, tant qu'il l'a en sa possession. Par conséquent, il serait illégal dans la province de Québec de donner une hypothèque mobilière, et il n'existe aucun organisme dans cette province pour l'enregistrement de ces hypothèques. Un banquier qui consentirait un prêt à un cultivateur, ne pourrait pas faire enregistrer une hypothèque sur ses animaux. Pour toutes ces raisons, on a cru préférable de rayer le paragraphe 3.

Nous avons été d'opinion que les cultivateurs qui font de la culture variée au Canada, pourront contracter les emprunts dont ils auront besoin, sans hypothéquer ou mettre en gage leurs animaux. Cet amendement rend aussi inutile le dernier paragraphe qui avait été ajouté par le comité, pour assurer l'enregistrement de ces hypothèques mobilières. Ainsi, un banquier peut prendre une hypothèque sur le grain battu sans être tenu à l'enregistrement; quant aux animaux, la loi reste exactement ce qu'elle était. On m'assure de plus que ceux qui font de l'élevage sur une grande échelle, dans l'Ouest, pourront continuer à obtenir des banques tout l'argent dont ils auront besoin. Plusieurs avocats de renom m'ont donné cette assurance. Je crois que ces quelques changements éclaireront la situation et feront disparaître certaines objections qui ont été soulevées vendredi dernier. J'ai donc l'honneur de proposer:

Que les paragraphes 3, 9 et 10 soient retranchés.

Sir WILFRID LAURIER: Pour ma part, j'ai toujours été opposé à ce genre de législation, mais beaucoup de gens ne partageant pas mon opinion et prétendent que le petit cultivateur doit avoir le privilège d'emprunter sur ses biens meubles. L'honorable ministre des Finances ne veut pas que le cultivateur donne une hypothèque sur ses animaux, mais il lui permet d'hypothéquer son grain. Quelle est la raison de cette distinction?

M. WHITE: Mon honorable ami m'a déjà posé cette question vendredi dernier et je crains de ne m'être pas expliqué clairement. Si j'en juge par la remarque qu'il vient de faire, je crois que nous nous entendons tous deux pour reconnaître qu'il est préférable de ne pas permettre aux banques de prendre des hypothèques sur les biens mobiliers des cultivateurs ou des commerçants de détail. Partons d'abord de ce point de vue. Or, à tort ou à raison —et l'on peut opposer beaucoup de bonnes raisons au changement qui a été fait— nous avons décidé, vu les conditions particulières qui existent dans l'Ouest concernant le transport et l'emmagasinage du grain, de